

REPUBLIQUE DE DJIBOUTI



MINISTRE DE L'ECONOMIE ET DES  
FINANCES CHARGE DE L'INDUSTRIE

DEP

Immeuble Sarian

Héron, Commune de Ras-Dika

Djibouti-ville, République de Djibouti

E : [dep@economie.gouv.dj](mailto:dep@economie.gouv.dj)

W : <https://direction-economie.gouv.dj>

T : (+253) 21 35 28 01/21 351559

# Note de **CONJONCTURE ECONOMIQUE**

Direction de l'Economie et du Plan

N°15/MAI 2025



## **SOMMAIRE**

	SYNTHESE	03
I	Activité économique dans le monde	04
II	Conjoncture nationale	05
<u>2.1</u>	Secteur réel	05
<u>2.2</u>	Inflation	09
<u>2.3.</u>	Finances publiques	09
<u>2.4</u>	Dettes extérieures	10
<u>2.5</u>	Situation monétaire	11

## **SYNTHÈSE**

Au premier trimestre 2025, l'économie mondiale a affiché des dynamiques contrastées selon les régions. Dans les pays avancés, la croissance aux États-Unis est restée solide malgré un ralentissement tandis qu'en zone euro, l'activité est restée stable. Dans les économies émergentes, la Chine a enregistré une accélération, soutenue par la production industrielle et les services.

Les perspectives de croissance mondiale sont cependant assombries par les incertitudes liées à la politique économique et commerciale des États-Unis et la persistance des tensions géopolitiques.

Concernant la conjoncture nationale, les indicateurs économiques font état d'une évolution de l'activité globalement positive. Les services portuaires en conteneurs ont régressé de 8 % comparativement à la même période en 2024 subissant le contrecoup des transbordements qui fléchissent de 20% alors que le transit vers l'Éthiopie augmente de 3%.

Les autres branches du tertiaire comme le commerce intérieur, les services de téléphone mobile, l'internet ou le tourisme sont orientés à la hausse respectivement de 7,3%, 22,4% et 3,4% en variation annuelle.

Pour le secteur secondaire, l'activité des bâtiments et travaux publics (BTP) poursuit son dynamisme avec des ventes de ciment en volume qui se sont renforcées de 12% sur un an après 17% au quatrième trimestre 2024.

L'inflation mesurée par l'indice des prix à la consommation (IPC), a poursuivi sa décélération à -1,8% en mars 2025 en rythme annuel après -0,6% à fin décembre 2024 et +0,0% en septembre 2024.

Au niveau des finances publiques, l'exécution budgétaire à fin décembre 2024 fait ressortir un déficit base ordonnancement de 19,82 milliards FDJ contre 24,07 milliards FDJ en 2023. Cette amélioration de 18% du déficit résulte d'une augmentation plus importante de recettes (+11,76 milliards FDJ) par rapport à la hausse des dépenses totales (+7,52 milliards FDJ).

La forte progression des recettes issues des valeurs mobilières (+7,74 milliards FD) et de l'impôt sur les sociétés (+6,13 milliards FDJ) ont contribué à la consolidation budgétaire.

Le service de la dette extérieure directe mandaté à fin mars 2025, se chiffrait à 1,98 milliards FDJ remboursé à hauteur de 28% soit 0,56 milliard FDJ alors que pour le service de la dette garantie d'un montant de 5,8 milliards FDJ, le taux de remboursement se situait à 57% à fin mars 2025. Par rapport au PIB, les arriérés de la dette directe sont quasiment stables à 1,6% du PIB entre mars 2024 et mars 2025.

La masse monétaire a connu une progression de 5,5%, en glissement annuel, à 534,6 milliards FDJ, une évolution qui résulte essentiellement de la hausse des crédits à l'économie de +22,7% à 253,03 milliards FDJ.

## I. Activité économique mondiale

Au cours du 1er trimestre 2025, la conjoncture internationale a été marquée par le climat d'incertitude lié à la politique économique des États-Unis et les risques d'une contraction du commerce mondial.

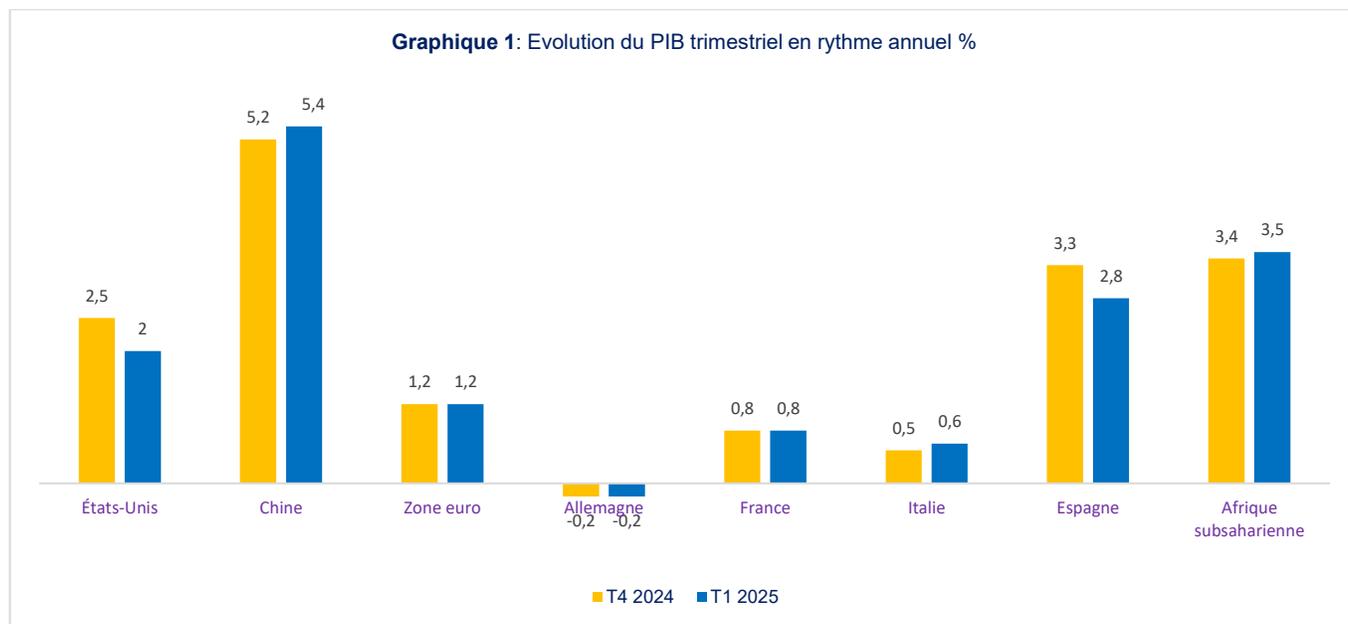
L'économie des États-Unis a enregistré une croissance du PIB en glissement annuel de +2,0 %, marquant un ralentissement par rapport au taux de 2,5 % observé au trimestre précédent. Cette décélération reflète une baisse de la demande intérieure et une augmentation significative des importations, notamment en raison de l'anticipation des nouvelles politiques tarifaires.

En zone euro, l'activité est restée stable à 1,2% comme au trimestre précédent en rythme annuel. Parmi les plus grandes économies de ce bloc, le PIB de l'Allemagne stagne à 0%, la croissance en France est restée stable à 0,8% tandis que l'Italie a connu une légère accélération à 0,6 et l'Espagne affiche un ralentissement de 2,8% (vs 3,3% au quatrième trimestre).

Dans les économies émergentes, le PIB de la Chine a augmenté de 5,4% en glissement annuel, inchangé par rapport au trimestre précédent et conforme à l'objectif de croissance officielle d'« environ 5% ». La croissance était principalement portée par les ventes de détail et les exportations.

En Afrique subsaharienne, les activités économiques ont montré des signes de reprise, avec une croissance estimée à 3,5 % en glissement annuel, contre 3,4 % au T4 2024. Les performances de la consommation privée et les investissements ainsi que la baisse de l'inflation et la stabilisation des monnaies ont soutenu l'activité.

En perspective, l'économie mondiale en 2025 pâtirait du durcissement tarifaire américain selon le FMI qui table sur un ralentissement de la croissance de 2,8 % en 2025 et de 3 % en 2026 en baisse respectivement de 0,5 et 0,3 point de pourcentage par rapport à ses estimations de janvier 2025.



Source : BM, OCDE, Eurogroupe

## II. Conjoncture nationale

L'activité économique est caractérisée par le rebond des activités du commerce local, des constructions, le dynamisme continu des services de télécommunication et du tourisme alors que le trafic de conteneurs est en repli. L'indice des prix à la consommation poursuit son rythme baissier à -1,8%.

### 2.1. Secteur réel : rebond du commerce local et du BTP, baisse des prix à la consommation et du trafic des conteneurs

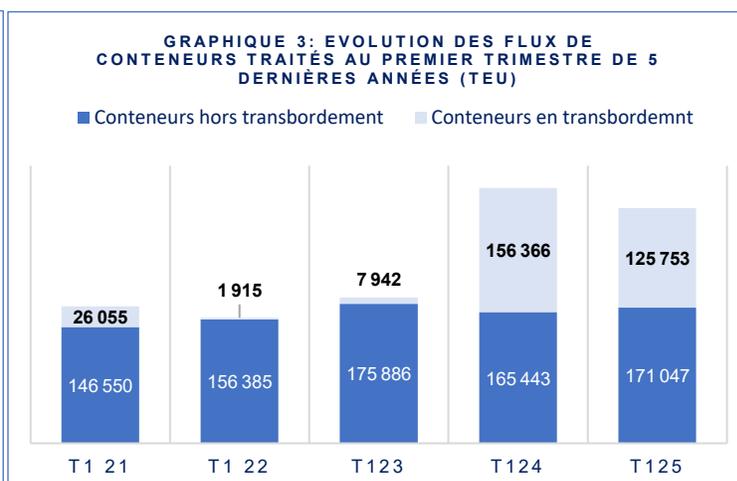
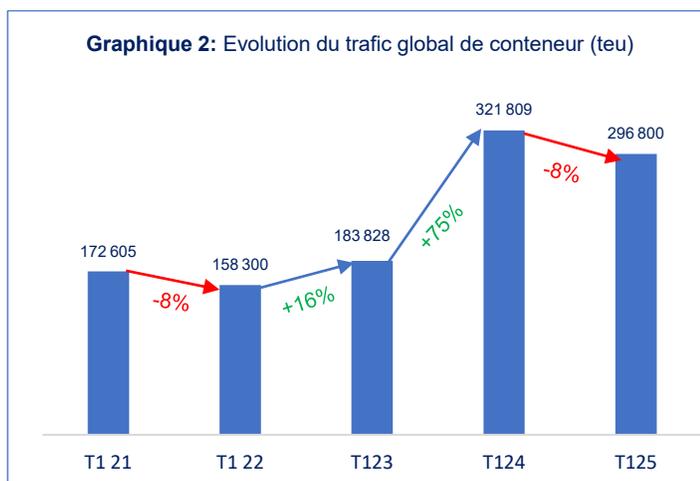
Tableau 1 : Conjoncture sectorielle sur un an

En glissement annuel (T1 25/ T124)								
Transport routier, aérien et ferroviaire			Transport maritime			Commerce extérieur (en volume)		
Fret Routier	Passag. Aérien	Fret ferroviaire	Marchandises en vrac (MT)	Hydrocarbures (MT)	Conteneurs traités (TEU)	Mise à la consom.	Réexport.	
+13,8%	ND	+37%	32,4%	+7,5%	-8%	+4,5%	-12%	
Autres secteurs de l'économie et inflation								
Pêche	Elevage (export)	Product° d'eau	Product° énergie	BTP	Tourisme	Téléphonie mobile (GSM)	Abonnés internet	Inflation
ND	+42%	ND	-6%	+12%	+3,4%	+7,3%	+22,4%	-1,8%

Source : Tableau des indicateurs de conjoncture économique, DEP/MEFI

### Secteur tertiaire : le trafic de conteneurs en baisse

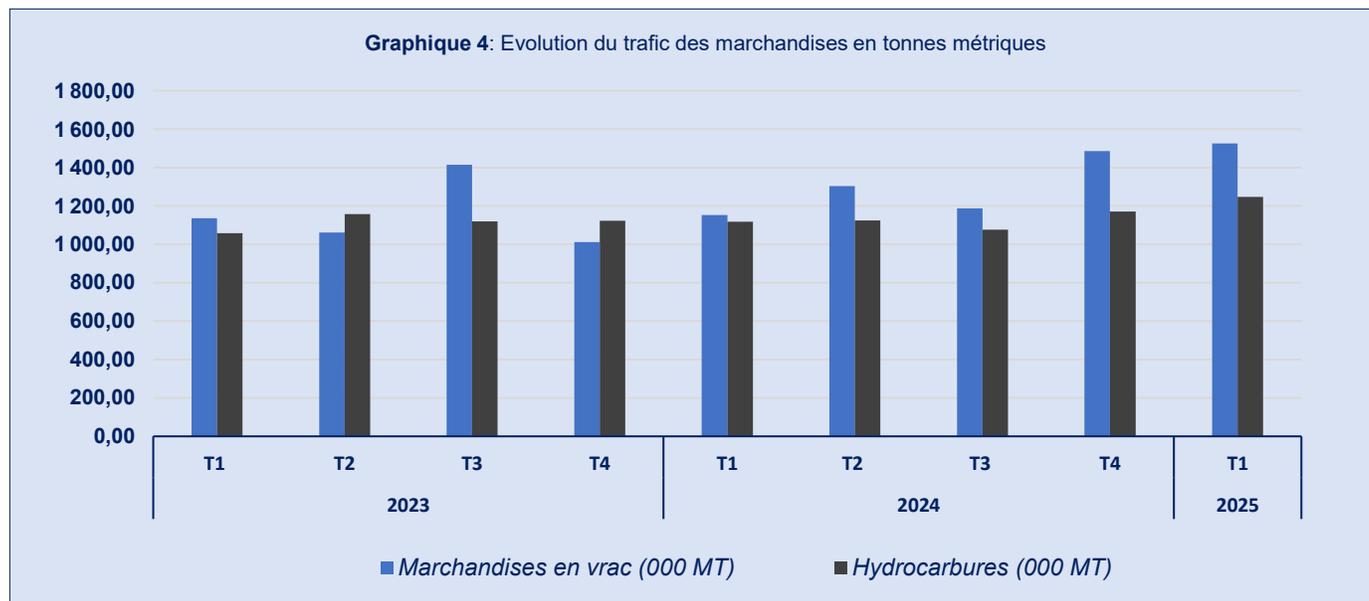
Au premier trimestre 2025, le flux de conteneurs traités a diminué de 8% à 296 800 conteneurs contre 321 809 à la même période de l'année précédente sous l'effet principalement d'une contraction de 20% des transbordements. Cependant, les conteneurs en transit affichent une hausse de 3% en glissement annuel.



Source : DMP

Les **marchandises** en vrac ont augmenté de 32,4% en g.a à 1,53 million de tonnes comparé au 1,15 million de tonnes du premier trimestre 2024. L'accroissement des importations éthiopiennes (+36%) ainsi que les importations locales (+30,4%) ont contribué à cette évolution.

**Les importations d'hydrocarbures** ont crû de 7,5% à 1,21 million de tonnes contre 1,12 million de tonnes une année auparavant suite à l'augmentation des importations éthiopiennes (+14%) alors que les importations djiboutiennes ont reculé de -24,5%.



Source : DMP

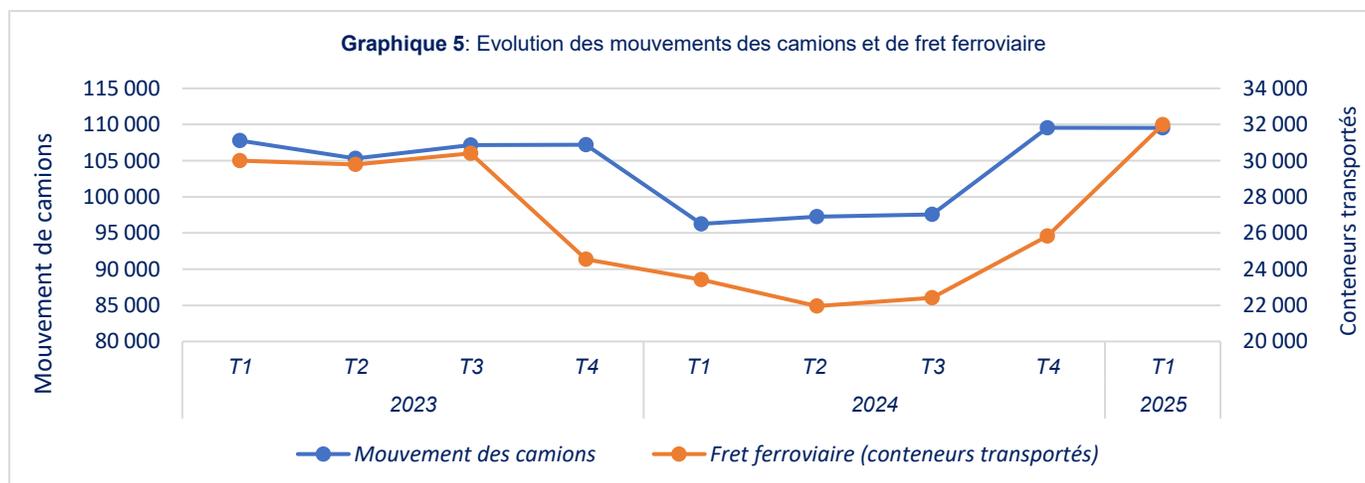
### ❖ Forte hausse du fret ferroviaire et routier

Les activités connexes au trafic portuaire affichent une solide croissance en lien avec la reprise des importations éthiopiennes.

Le fret ferroviaire de conteneurs a progressé fortement de 37% à 31 998 conteneurs au premier trimestre 2025 comparé aux 23 422 conteneurs transportés à la même période en 2024. Comparativement au 4<sup>ème</sup> trimestre 2024, la progression est de 24%.

S'agissant des passagers transportés, leur nombre s'est accru de 32% sur un an à 12 820 comparé aux 9 737 de la même période de 2024.

Pour le trafic routier, les mouvements des camions ont augmenté de 14% à 109 524 mouvements de camions au premier trimestre 2025 contre 96 267 à la même période de l'année 2024.

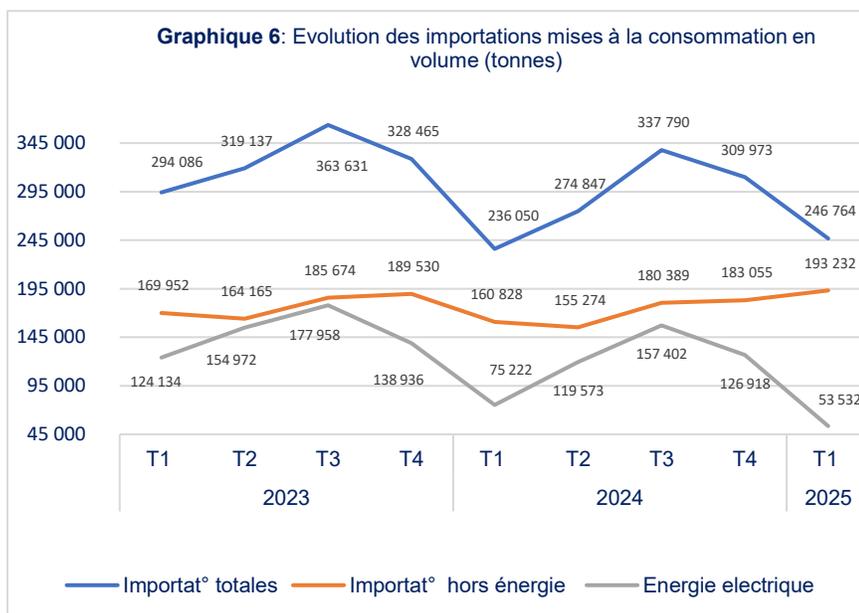


Source : DPCR et SDCF

## ❖ Commerce extérieur : reprise des importations locales

Au premier trimestre 2025, ce sont 246 764 tonnes qui ont été importées pour la consommation locale. Comparé au 236 050 tonnes importés à la même période de l'année 2024, les importations mises à la consommation se sont accrues de 4,5% contre - 6% au trimestre précédent. Hors électricité importé, les importations augmentent de 20% en volume.

Les produits alimentaires qui représentent le premier poste des importations (38%), progressent de 21% sur un an et de 18% sur 3 mois.



Source : Service du commerce extérieur, INSTAD

En valeur, les importations totales se sont accrues de 18,1% sur un an à 44,0 milliards FDJ contre 37,25 milliards FDJ au premier trimestre 2024.

Les **réexportations** ont atteint 796 886 tonnes chiffrées à 162,1 milliards FDJ. En variation annuelle, elles sont en diminution aussi bien en volume (-12%) qu'en valeur (-10%).

**Concernant la demande éthiopienne**, elle a rebondi en variation annuelle de 18% en volume à 3 millions de tonnes (vs -2% au 1<sup>er</sup> trimestre 2024) et de 41% en valeur à 895 milliards FDJ (vs -9% au 1<sup>er</sup> trimestre 2024).

## ❖ Secteur des Télécommunications en hausse

Les activités de téléphonie mobile et d'internet continuent de progresser en termes de pénétration. Les abonnés GSM ont augmenté sur un an de 7,3% à 615 622 contre 573 620 au premier trimestre 2024 soit 41991 abonnés supplémentaires.

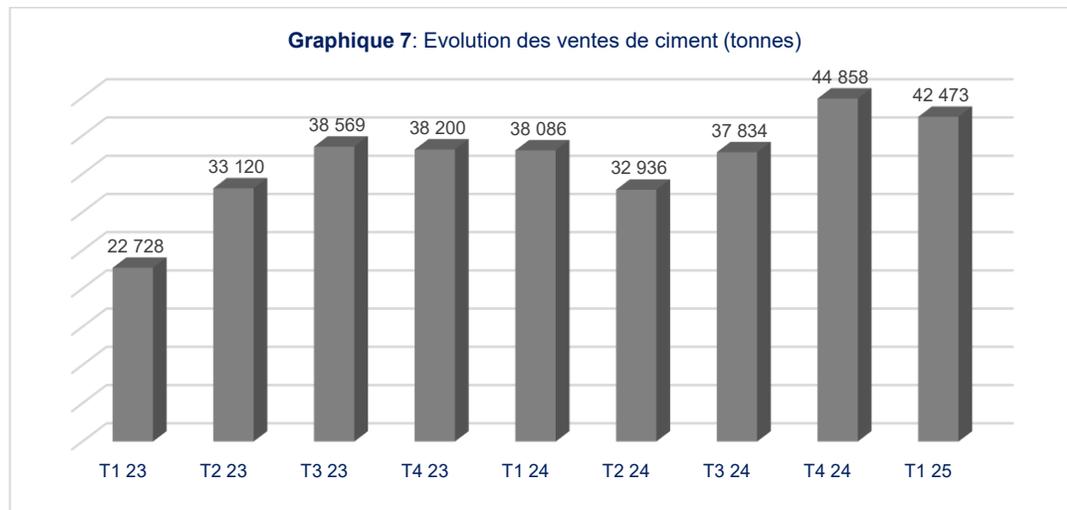
S'agissant des abonnés internet, le parc s'est accru de 22,4% en glissement annuel à 22 128 contre 18 078 à la même période de l'année dernière. Sur base trimestrielle, l'augmentation est de 4,3%.

L'activité **de l'hôtellerie** exprimée en nuitées a progressé de 3,4% à 47 096 sur un an mais recule de 21% par rapport au trimestre antérieur. Les capacités trimestrielles disponibles ont augmenté sur un an de 23,8% à 185 310 lits contre 149 727 au premier trimestre 2024 mais diminue de 4% sur base trimestrielle en raison de la fermeture d'un hôtel. Le taux d'occupation global s'est établi à 25% au premier trimestre 2025 contre 30% une année auparavant.

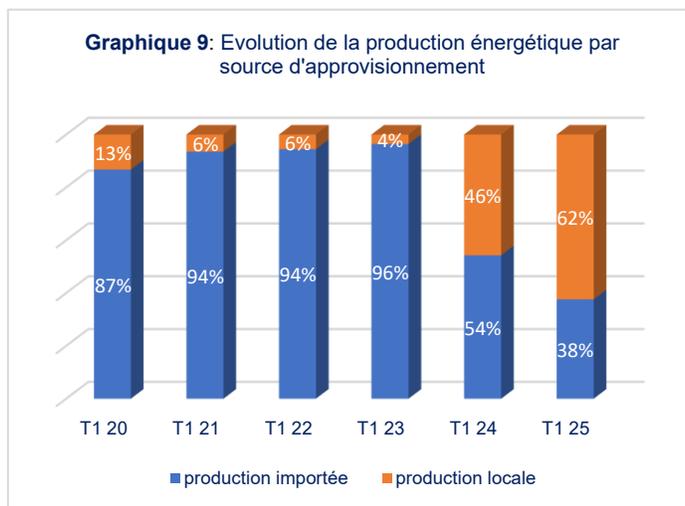
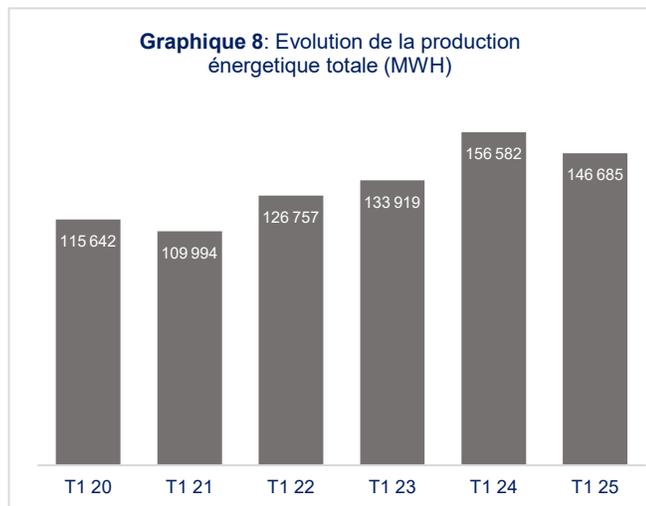
Le nombre des hôtels en activité durant ce premier trimestre 2025 s'est réduit à 39 contre 40 au quatrième trimestre 2024 alors que les agences de voyage sont passées de 34 à 32 entre les premiers trimestres de 2024 et de 2025.

## Secteur secondaire : dynamisme de l'activité de construction

Les ventes de ciment, principal indicateur pour apprécier l'évolution de la branche du bâtiment et des travaux publics (BTP), a progressé de 12% en rythme annuel à 42 473 tonnes au premier trimestre 2025 contre 38 086 tonnes à la même période de l'année dernière. Sur 3 mois, l'activité décroît de 5% après une hausse de 18,6% des ventes au quatrième trimestre 2024.

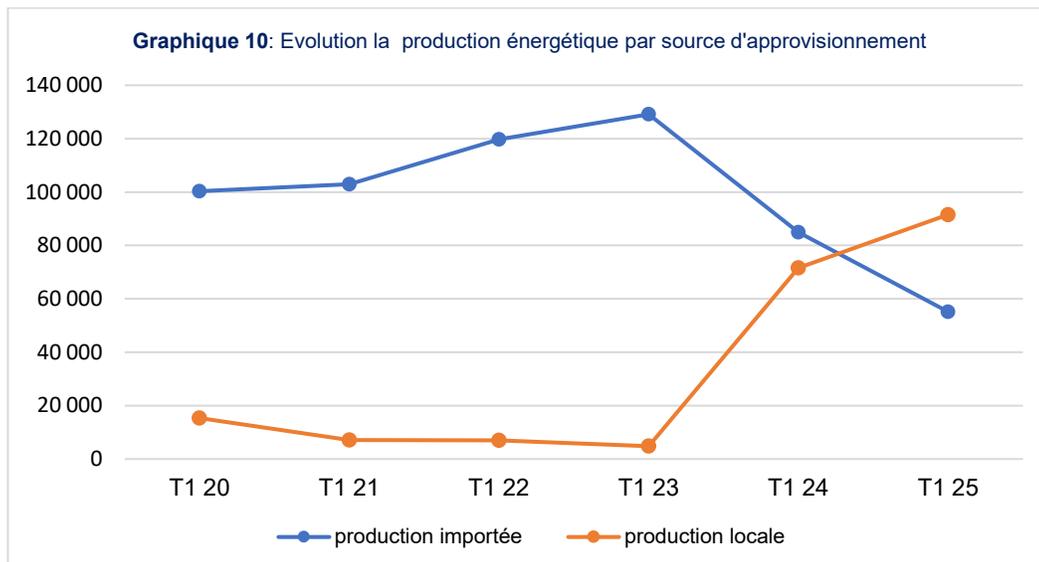


La production énergétique recule de 6% à 146 685 MWH au premier trimestre 2025 en rythme annuel et provient à 62% des sources locales contre 32% pour les importations.



Source : EDD

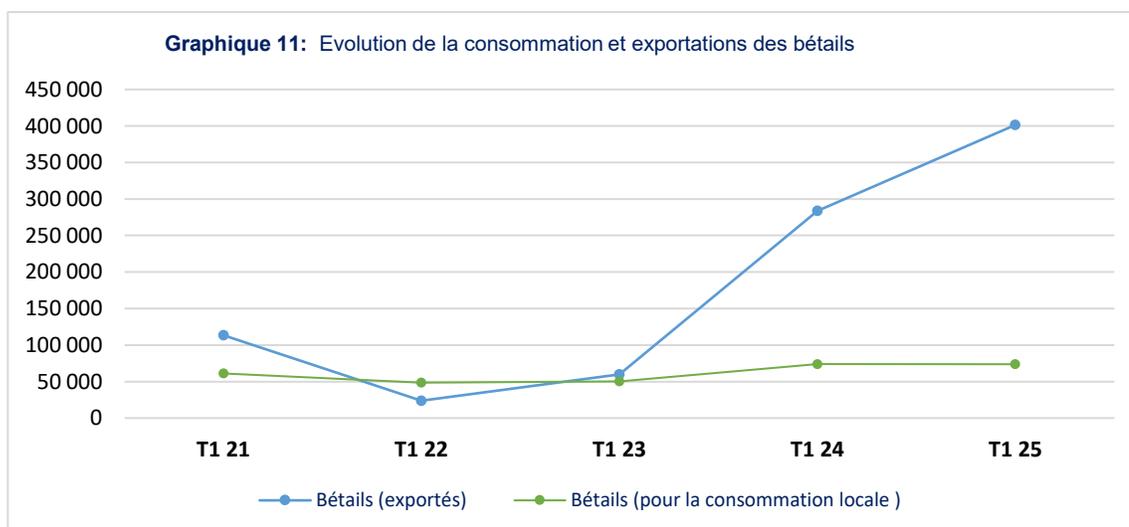
La consommation énergétique facturée a diminué de 1% sur un an à 134 961 MWH comparé aux 136 016 MWH du premier trimestre 2024 alors que le nombre d'abonnés à l'électricité de Djibouti a atteint 85 830 en hausse de 4% sur un an soit 2 988 abonnés supplémentaires.



### *Secteur primaire : croissance continue des bétails exportés*

Au premier trimestre 2025, les bétails exportés ont progressé de 42% à 401 411 têtes de bétails après +82% au dernier trimestre de 2024.

La consommation locale de bétail est en légère baisse de 1% sur un an à 73 597 têtes avec une prédominance des ovins (82%) contre 16% pour les bovins et 2% pour les camélins (2%).



## 2.2. Inflation : reflux de l'inflation

L'indice des prix à la consommation à fin mars 2025 poursuit sur son fléchissement entamé depuis un an. Il ressort en baisse de -1,8% après -0,6% et +0,0% au quatrième et troisième trimestre 2024 respectivement. Cette décélération est attribuable à la baisse des prix de l'alimentation (-2,9%), des services de communications (-3,1%) et des articles d'habillements (-2,8%).



Source : INSTAD

## 2.3. Les Finances Publiques : amélioration du déficit budgétaire

Au 31 décembre 2024, les recettes totales et dons se sont établis à 137,45 milliards FDJ contre 125,69 milliards FDJ en décembre 2023, soit une hausse de 9 % due principalement aux recettes intérieures qui ont progressé de 15,5 milliards FDJ (+14%) sur un an.

Les recettes fiscales ont augmenté de 9% passant de 77,17 milliards FDJ à fin décembre 2023 à 84,14 milliards FDJ à fin décembre 2024. Cette hausse résulte essentiellement des impôts directs qui se sont accrus de 23% (+7567 millions FDJ) tandis que les impôts indirects ont diminué de 2% (780 millions FDJ).

Les principaux postes des impôts directs en hausse sont les impôts et taxes sur salaires (+2488 millions FDJ), les impôts sur les sociétés (+6130 millions FDJ) et les impôts fonciers (+589 millions FDJ) alors que les patentes et licences, et les antérieurs reculent respectivement de 597 millions FDJ et de 753 millions FDJ.

Pour les impôts indirects, les taxes intérieures sur la consommation et les surtaxes baissent globalement de 101 millions FDJ et 679 millions FDJ respectivement.

Les recettes non fiscales ont progressé de 23% à 44,89 milliards FDJ contre 36,35 milliards FDJ à fin décembre 2023, tiré principalement par l'augmentation des valeurs mobilières (+7,74 milliards FDJ) contre une baisse des ventes de terrains (-1,4 milliard FDJ).

Quant aux dons, ils régressent de 3,75 milliards FDJ (-31%) passant de 12,17 milliards FDJ en décembre 2023 à 8,42 milliards FDJ en décembre 2024, en lien avec la contraction des dons non affectés qui ont diminué de 53% sur cette période.

Du côté des dépenses totales, celles-ci totalisent 157,28 milliards FDJ (+5% en g.a) avec une augmentation de +12% des dépenses courantes et une baisse des dépenses d'investissements (-11%).

Pour les dépenses courantes qui s'élèvent à 116,51 milliards FDJ, la hausse se chiffre à 12,66 milliards FDJ sur un an et résulte principalement des dépenses matérielles (+9,76 milliards FDJ), de salaires (+1,7 milliard FDJ) et de transferts (+1,3 milliard FDJ).

Les dépenses d'investissements ont diminué de 11% (-5,14 milliards FDJ) à 40,77 milliards FDJ en glissement annuel, suite à la baisse des dépenses d'investissements sur ressources extérieures (-31%, -5,14 milliards FDJ) alors que les dépenses d'investissements sur financement intérieur ont stagné à 27,5 milliards FDJ.

Le solde budgétaire base ordonnancement dégage un déficit de 19,8 milliards FDJ à fin décembre 2024 contre 24,07 milliards FDJ à fin décembre 2023, soit une résorption de 4,2 milliards FDJ (-18%).

**Tableau 2** : Evolution des grands postes de finances publiques (en milliards FDJ) sur 12 mois (décembre 2024 versus décembre 2023)

Recettes et dons (137,45 ; +9%)			Dépenses totales (157,28 ; +5%)		Déficit budgétaire (Base ord.)	
Recettes intérieures (129,03 ; +14%)			Dons	Investissements		
Impôts directs	Impôts Indirects	Recettes non fiscales			Courantes	
+23%	-2%	+23%	-31%	+12%	-11%	-18%

Source : Direction du Budget

#### 2.4. Dette extérieure : remboursement contrasté des dettes avalisées et directe

A fin mars 2025, le service de la dette directe mandaté est de 1,98 milliard FDJ contre 2,19 milliards FDJ à fin mars 2024 en baisse de 10% en g.a.

Le montant remboursé est de 564 millions FDJ en baisse de 26% comparé aux 759 millions FDJ constatés à fin mars 2024.

Concernant la dette avalisée, le remboursement du service de la dette progresse fortement de 266% passant de 905 millions FDJ à 3310 millions FDJ entre mars 2024 et mars 2025.

Par rapport au montant échu, le taux de remboursement de la dette directe et la dette avalisée est respectivement de 28% et 57% au 31 mars 2025.

**Tableau 3** : Service de la dette payé au 31 mars 2025

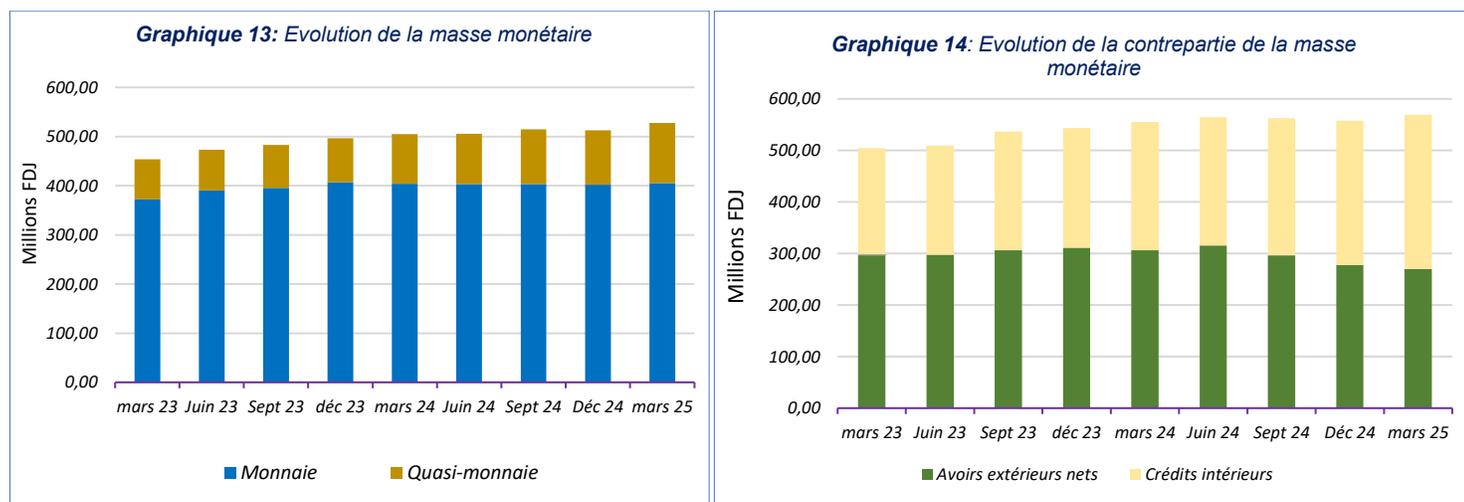
Millions FDJ	Service mandaté		Paiement		Variation	
	Mars-24	Mars-25	Mars-24	Mars-25	Mandatement mar. 25/24	Paiement mar. 25/24
Dette directe	2 196	1 985	759	564	-10%	-26%
Dette avalisée	5 429	5 797	905	3 310	7%	266%
<b>Total service de la dette</b>	<b>7 625</b>	<b>7 782</b>	<b>1 664</b>	<b>3 874</b>	<b>2%</b>	<b>133%</b>

Source : DDP/MB

## 2.5. Situation monétaire : hausse des crédits à l'économie et de la masse monétaire

A fin mars 2025, la masse monétaire a augmenté, en glissement annuel, de 5,5% à 534,6 milliards FDJ contre 506,7 milliards FDJ à la même période de 2024 en raison de l'accroissement des dépôts à termes de +26,1% alors que la circulation fiduciaire a quasiment stagné (+0,3%).

Les avoirs extérieurs nets ont diminué de 11,9% sur un an à 270,1 milliards FDJ alors que les créances intérieures ont progressé de +28,4% à 319,1 milliards FDJ entre mars 2024 et mars 2025.



Source : département statistiques monétaires, BCD

L'accroissement des crédits à l'économie de +22,7% à 253,03 milliards FDJ s'explique par l'augmentation des crédits au secteur privé de +22,1% à 172,9 milliards FDJ et des crédits aux entreprises publiques de +24,1% à 80,2 milliards FDJ entre mars 2024 et mars 2025.



Direction de l'Économie et du Plan (DEP)

Immeuble Sarian, BP : 2535

Tél : +253 21352801/21351559

🌐 : <https://direction-economie.gouv.dj>

✉ : [dep@economie.gouv.dj](mailto:dep@economie.gouv.dj)